L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.
QUOTIDIEN, No 73, RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 11 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous avons sur les sujets qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons rien, d'semblée, au courant de nos vues respectives, ni savoir tous les faits qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre session doit être codifiée, et nous nous mettons obligé d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenant l'ordre, réprimant toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout soupçon mal-agent, tel est le premier devoir, en ce moment. (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment du devoir et je pense que votre patriotisme, pour me soutenir dans la mission que vous m'avez bienveillante partialité m'accomble.

Mes concitoyens ont en ce moment sur leurs épaules le compte plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous faisons une lutte pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nos prédécesseurs ont hérité du pays en état de paix et de prospérité. Nous le forme de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralysent nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation.)

Nous espérons ainsi que nous pouvons rendre l'ordre, la prospérité et le bonheur aux sections de notre pays qui souffrent et travaillent aujourd'hui dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années. Nous prouverons, j'en suis convaincu, que nous sommes mus par un désir sincère d'aider toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les ennemis, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Applaudissements.)

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolument les périls du présent (approbation.) Nous sommes forcés de répondre aux assertions émises dans les résolutions publiées par la troisième convention républicaine. Les mots en ont été qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait cherché à tirer le sabre du fourreau, qui ait cherché à exciter le désir d'exciter autant de ressentiments contre le parti républicain qu'a pu en provoquer la lecture de ces résolutions dans l'esprit des masses déjà irrités par les événements récents, et en vue de l'état présent du pays.

En premier lieu, les républicains félicitent l'homme d'affaires soucieux, le contribuable d'abord impôts, l'ouvrier dont la journée de travail est allongée par la soif croissante des classes nécessaires à l'existence, sur le succès de cette politique de reconstruction qui leur a valu une amnistie, par le droit de son despotisme initiative et par la corruption de ses agences de bureaux.

Dans une résolution, ils dénoncent toute espèce de repudiation comme un crime national. Alors pourquoi ont-ils inscrite dans les statuts de la nation des lois qui invitent des citoyens à emprunté des espèces à prêter leurs crédits à prendre en paiement un papier dépréciés et à lui faire aient tort d'une grande partie de ce qui lui est dû en violation de contrat le plus solennel. (Applaudissements prolongés.)

Si la repudiation est un crime national, c'est encore d'inviter les citoyens de ce pays à commettre ainsi leurs propres indivisibles (applaudissements.) N'était-ce pas un crime de frustrer les créanciers de cet Etat et d'autres Etats à prendre en payement des monnaies qui à certains moments, ne valaient pas plus de 60 cents à la livre, en paiement des espèces qu'ils avaient droit à leur construire des chemins et des canaux qui sont de si grandes sources de richesse et de prospérité. (Applaudissements.)

Les nous disent encore qu'il est de 4 à 5 millions de la nation que la dette ne soit déclarée. Alors pourquoi ont-ils fait l'impôt inégal ? Sans parler de l'injustice qu'il y a à faire payer à une classe de citoyens pour une autre les parts du cent des coales, des vêtements, de la loi toute qui protège leurs existences et leurs biens, c'est tout une chose contraire à la sagesse et sensible. (Applaudissements.) Cela a fait descendre le crédit du pays, attendu que des conditions qui ne sont pas sûrelles font toujours tort au crédit de l'emprunteur.

Ils déclarent aussi que la meilleure politique pour diminuer le fardeau de notre dette est d'améliorer notre crédit de façon que les capitalistes cherchent à nous prêter de l'argent à des taux d'intérêt plus bas que ceux que nous payons actuellement et que nous devons continuer à payer tant que nous serons mécontents de la réputation ou qu'on le soupçonnera. Alors pourquoi ont-ils employé 500 millions des impôts à frustrer du peuple de ce pays pour entretenir une autorité militaire dépendant de maintenir l'existence des Etats, quand cet argent employé à payer nos dettes aurait les plus efficaces à chercher à nous prêter des fonds à des taux plus bas d'intérêt. Sans cette répudiation déguisée, notre crédit national ne serait pas entaché de méfiance dans les marchés du monde.

Ils déclarent encore que de tous ceux qui ont été fidèles dans les épreuves de la dernière guerre, il n'en est pas qui aient plus spécialement droit à être honorés que les braves soldats et marins qui ont enduré les fatigues des campagnes et des croisières et risqué leur vie au service du pays. Les pensions et les pensions accordées par les lois aux braves défenseurs de la nation, sont une obligation qu'on ne doit jamais oublier. Les veuves et les orphelins des victimes de la guerre sont les pupilles du peuple, leur sacré fait à la nation. Cette mission n'est-il elle été remplie ? Ils laient le soldat inutile, la veuve on l'orphelin en un papier-monnaie de cent fait tomber à un quart au-dessous de sa valeur réelle par leur politique de guerre, de prodigalité, et de despotisme militaire. La pitance accordée aux soldats blessés est raccourcie de vingt cent au-dessous de la valeur des espèces qu'ils avaient le droit d'attendre. (Applaudissements prolongés.)

N'y a-t-il pas là une répudiation déguisée ? Ils disent encore que l'immigration étrangère, en dates le passé a tant contribué à la richesse et développement des ressources et à l'accroissement de puissance de la république—qui sert à ne pas encouragé une politique de toutes les nations—dit-elle provoquée et encouragée par une politique libérale et juste. Cette immigration étrangère est elle encouragée par une politique qui tourne en ridicule les gens qui viennent d'arrive passées pour déclarer que nuit heures forment une journée légale de travail. Les dépenses du gouvernement et le nombre des bureaucrates augmentent tellement le coût des choses nécessaires à la vie, qu'il faut que l'homme prolonge son labeur pour y suffire. Il y a en ce temps où non seulement nous pouvions inviter les Européens à partager avec nous les avantages matériels de notre grand pays ; mais où nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression que nous vivions sous un gouvernement de lois, interprétées et maintenues par un pouvoir judiciaire indépendant qui tenait la balance et le sabre dans un état de subordination. (Approbation.)

Nous pouvions montrer que l'Constitution écrite qui non seulement limitait les pouvoirs du gouvernement, mais qui garantissait soigneusement au plus humble citoyen les droits de la propriété, de liberté personnelle et de liberté de conscience. Est-ce que l'immigration est encouragée en foulant dans la poussière, en traitant avec mépris cette Constitution, en méprisant le pouvoir judiciaire, en ridiculisant le pouvoir Exécutif, et en faisant comprendre au monde entier que les grandes garanties des droits civils et politiques sont détruites ? (Applaudissements.)

Mais le chef culminant des accusations auxquelles peuvent donner lieu les folies et les crimes de ceux qui ont le pouvoir, se trouve dans ces mots : "Que nous reconnaissons les grands principes posés dans la déclaration d'indépendance comme la véritable base de notre gouvernement démocratique, et que nous acceptions avec joie tout effort tenté pour faire de ces principes une réalité sur chaque pouce de territoire américain."

Si, dans les limites de dix Etats de cette Union, un citoyen américain, sur exécité par le sentiment de sa propre sécurité, dénonçait publiquement ces toute vérité, les hommes qui sont au pouvoir, parce que, pour employer le langage même de cette Déclaration d'indépendance, ils ont créé une multitude de fonctions et envoyé des armées de fonctionnaires pour harcéler notre peuple et absorber ce qui doit servir à son subsistance, " et envoyé une horde de fonctionnaires pour harcéler notre peuple et absorber ce qui doit servir à son subsistance." Ce n'est pas seulement le rejet de la parole, ou, si, dans le langage de l'indignation de nos pères, il s'écriait qu'il est affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant du pouvoir civil ou même de lui conférer l'existence des Etats, quand cet argent employé à payer nos dettes utilisé amener les plus efficaces à chercher à nous prêter des fonds à des taux plus bas d'intérêt. Sans cette répudiation déguisée, notre crédit national ne serait pas entaché de méfiance dans les marchés du monde.

Ils déclarent encore que de tous ceux qui ont été fidèles dans les épreuves de la dernière guerre, il n'en est pas qui aient plus spécialement droit à être honorés que les braves soldats et marins qui ont enduré les fatigues des campagnes et des croisières et risqué leur vie au service du pays. Les pensions et les pensions accordées par les lois aux braves défenseurs de la nation, sont une obligation qu'on ne doit jamais oublier. Les veuves et les orphelins des victimes de la guerre sont les pupilles du peuple, leur sacré fait à la nation. Cette mission n'est-il elle été remplie ? Ils laient le soldat inutile, la veuve on l'orphelin en un papier-monnaie de cent fait tomber à un quart au-dessous de sa valeur réelle par leur politique de guerre, de prodigalité, et de despotisme militaire. La pitance accordée aux soldats blessés est raccourcie de vingt cent au-dessous de la valeur des espèces qu'ils avaient le droit d'attendre. (Applaudissements prolongés.)

N'y a-t-il pas là une répudiation déguisée ? Ils disent encore que l'immigration étrangère, en dates le passé a tant contribué à la richesse et développement des ressources et à l'accroissement de puissance de la république—qui sert à ne pas encouragé une politique de toutes les nations—dit-elle provoquée et encouragée par une politique libérale et juste. Cette immigration étrangère est elle encouragée par une politique qui tourne en ridicule les gens qui viennent d'arrive passées pour déclarer que huit heures forment une journée légale de travail. Les dépenses du gouvernement et le nombre des bureaucrates augmentent tellement le coût des choses nécessaires à la vie, qu'il faut que l'homme prolonge son labeur pour y suffire. Il y a en ce temps où non seulement nous pouvions inviter les Européens à partager avec nous les avantages matériels de notre grand pays ; mais où nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression que nous vivions sous un gouvernement de lois, interprétées et maintenues par un pouvoir judiciaire indépendant qui tenait la balance et le sabre dans un état de subordination. (Approbation.)

Nous pouvions montrer que l'Constitution écrite qui non seulement limitait les pouvoirs du gouvernement, mais qui garantissait soigneusement au plus humble citoyen les droits de la propriété, de liberté personnelle et de liberté de conscience. Est-ce que l'immigration est encouragée en foulant dans la poussière, en traitant avec mépris cette Constitution, en méprisant le pouvoir judiciaire, en ridiculisant le pouvoir Exécutif, et en faisant comprendre au monde entier que les grandes garanties des droits civils et politiques sont détruites ? (Applaudissements.)

Mais le chef culminant des accusations auxquelles peuvent donner lieu les folies et les crimes de ceux qui ont le pouvoir, se trouve dans ces mots : "Que nous reconnaissons les grands principes posés dans la déclaration d'indépendance comme la véritable base de notre gouvernement démocratique, et que nous acceptions avec joie tout effort tenté pour faire de ces principes une réalité sur chaque pouce de territoire américain."

Si, dans les limites de dix Etats de cette Union, un citoyen américain, sur exc